



Ces relents « golpistes » qui menacent la démocratie argentine

Par [Estelle Leroy-Debiasi](#)

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Mondialisation.ca, 18 octobre 2012

elcorreo.eu.org

Des relents *golpistes* investissent sournoisement la vie publique argentine. Même si l'opposition explique que justement le gouvernement actuel joue sur cette corde pour se défaire de ses responsabilités, il n'en reste pas moins que les tentatives de déstabilisation se multiplient. Il ne s'agit pas là du rôle habituel d'une opposition, critique et aspirant au pouvoir lors de prochaines élections ; il y a une volonté plus insidieuse de susciter ce qui –avec une aide extérieure –pourrait s'avérer un coup de force. Pas militaire au sens propre, non, plutôt une déstabilisation fatale comme au Paraguay, Honduras, ou les tentatives échouées en Equateur ou en Bolivie ces dernières années.

Les tensions générées le sont par des groupes ayant du pouvoir, médiatique ou économique notamment, qui ne supportent pas la mise en place de lois qui pourraient contrarier leurs intérêts et qui ne cessent de crier au « déni de démocratie », à l' « omniprésence d'un gouvernement autoritaire » dans un pays où pourtant les citoyens se rendent aux urnes régulièrement et ont voté majoritairement pour le chef d'Etat en place.

Les formes prises sont diverses : de la manifestation sans revendications affirmées, où se trouvent mêlés des sujets qui vont du contrôle des changes comme preuve du déni de démocratie, à la dénonciation de la loi sur l'avortement témoin d'une perte de morale du dit gouvernement, à, il y a quelques jours à peine une protestation salariale de gendarmes, fortement relayée par la presse d'opposition, où les protestataires –coupant les rues– appellent d'autres forces de sécurité à les rejoindre, dans un geste de défiance face au gouvernement– ce qui n'est pas anodin dans un pays comme l'Argentine– et de plus reçoivent le soutien de la très conservatrice La Rural (les grands exploitants terriens), ce qui au-delà de la revendication salariale devient un fait politique.

Une sorte d'intoxication, qui génère l'utilisation d'un vocabulaire particulier, déstabilise, décrédibilise, nie la représentativité du gouvernement élu. Des médias dominants comme le *groupe Clarin* qui ne supportent pas l'idée qu'une loi puisse éviter la concentration exagérée des médias, loi qui existe tant en France qu'aux Etats-Unis. Des groupes de l'oligarchie économique qui impulsent une bronca anti-gouvernementale, au point de jouer contre le peso, la monnaie nationale, au point de ne pas voir le bénéfice d'une reprise par le pays de sa souveraineté sur le pétrole plutôt que devoir l'importer. De la violence verbale mais pas de programmes en construction en vue des prochaines élections, pas de leader d'opposition politique, mais un groupe de franc-tireurs qui tirent sur tout ce qui bouge. Pourquoi ne s'organisent-ils pas derrière un programme, un projet, un leader, selon le jeu normal de la démocratie ?

Des propos haineux, infamants, diffamants contre le gouvernement circulent. Il n'y a pas de loi contre la diffamation de presse en Argentine, alors que de tels propos seraient passibles des tribunaux en France. Pas de propositions, pas de revendications. Que veulent-ils alors ? Faire tomber le gouvernement ? Une nébuleuse qui fait des coups, des opérations à répétition, un travail de sape de bas étage. Là commence le poison de la contre-démocratie. Les relents de « *golpisme* » deviennent menaçants. « Un *golpisme* sans sujet » comme l'écrit le sociologue Horacio González en Pagina/12 ([El golpismo sin sujeto](#)). Peut-être pire, car plus sournois, qu'un coup d'état en bonne et due forme. Et les vraies forces d'opposition devraient se saisir de la question car elles en seront aussi les victimes, et il y a là un vrai danger pour la démocratie.

Estelle Leroy-Debiasi pour El Correo

[El Correo](#). Paris, le 10 octobre 2012.



Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité – Pas d'Utilisation Commerciale – Pas de Modification 3.0 Unported](#).

La source originale de cet article est [elcorreo.eu.org](#)
Copyright © [Estelle Leroy-Debiasi](#), [elcorreo.eu.org](#), 2012

Articles Par : [Estelle Leroy-Debiasi](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca